

Le combat crucial à mener dans nos syndicats pour un appel des directions syndicales à la grève générale jusqu'au retrait

Nous portons à la connaissance de nos sympathisant.e.s, lecteurs et lectrices, le message envoyé par un de nos camarades à sa section syndicale SUD dans la fonction publique suite à la journée d'action du 31 janvier.



Les journées du 19 et 31 janvier ont été très utiles : c'est une démonstration de force qui nous permettent d'envisager la perspective d'une victoire face à Macron, avec le retrait de la réforme.

Or, que propose l'intersyndicale nationale ? A nouveau des journées d'action. Pourquoi donc ? Pense-t-on que la succession de journées d'action permettra d'obtenir le retrait ? C'est ce que l'intersyndicale fait croire, et je pense que c'est une erreur : on l'a vu en 2003 et 2010 avec la succession d'un grand nombre de journées d'actions. Au bout d'un moment, fatallement, la mobilisation retombe et la défaite est au rendez-vous.

La question clé est celle du blocage de l'économie : si l'économie est bloquée, Macron sera forcé de retirer sa réforme.

Un sondage fortement médiatisé par BFM cette semaine indique que 60% des gens, et 75% des ouvriers, employés et jeunes, sont prêts à soutenir une grève générale avec blocage de l'économie pour faire plier Macron.

Comment comprendre dans ces conditions que l'intersyndicale refuse d'appeler à la grève générale, et même refuse d'indiquer que son objectif est le blocage de l'économie pour faire plier Macron ?

La direction de la CGT et de Solidaires explique que ce sont aux salariés de décider, AG par AG, de se mettre en grève reconductible si cela leur chante... Ce n'est pas comme cela qu'on construit une grève reconductible. En 2019 à la RATP ou en 2022 dans les raffineries, la grève reconductible n'est pas sortie du chapeau d'une ou deux AG, elle a été préparée et appelée par des directions syndicales (sous la pression de leurs bases).

Alors que des secteurs combatifs de la CGT se regroupent (cf. tract ci-dessous), que des AG interpro cherchent à construire la grève reconductible, un appel de l'intersyndicale serait décisif : si un tel appel était lancé, ce serait un signal pour tout le monde. Tout le monde ne se mettrait pas en grève miraculeusement, mais il y aurait alors une

dynamique qui pourrait faire plier Macron en quelques jours.

En tant que syndiqués SUD, je pense que nous devons mener la bataille dans Solidaires pour que Solidaires porte cette orientation.

Voici une proposition de prise de position, qui à mon avis devrait être rendue publique, car c'est la multiplication de telles prises de positions qui peuvent bousculer les choses :

« Sur la base de l'énorme succès des journées de mobilisation des 19 et 31 janvier, et sur la base du soutien d'une large majorité des travailleurs et travailleuses à la perspective d'une grève avec blocage qui seule pourra nous permettre d'obtenir le retrait de la réforme, nous nous positionnons comme syndicat pour un appel de l'intersyndicale nationale à la grève générale jusqu'au retrait à partir du 7 février. Nous avons besoin d'un tel appel pour rendre possible le déclenchement de grèves reconductibles dans un maximum de secteurs. Nous nous prononçons pour que la direction de Solidaires porte publiquement cette orientation ».

Tendance CLAIRE, le 4 février 2023